

1. **les évocations spontanées** décrivent une **période économique sombre**¹, une **absence de repères** et une **société divisée** : « *tout est en panne* », on ne sait pas où l'on va. Le sentiment d'une situation figée qui n'évolue plus nourrit le découragement, les inquiétudes pour l'avenir et le sentiment que l'on ne peut que perdre.

Aux côtés de la situation économique (où ressort le **chômage** plus que le pouvoir d'achat, finalement assez peu présent² ; et en toile de fond la **crainte d'un effondrement** - spectre de la situation grecque), apparaissent de plus en plus les **inquiétudes sociétales** : les crispations et les divisions, visibles, font peur.

Quelques lueurs d'espoir persistent toutefois : on admet que tout n'est pas à l'abandon, on reconnaît surtout les talents, les potentiels, le fait qu'un renouveau reste possible, qui permet de croire encore un peu en l'avenir (« *il faut bien y croire* »). **Mais cette capacité de rebond semble hors du champ d'action du politique**, en qui l'on a plus confiance.

La relève, si elle vient, viendra toute seule. **Le gouvernement n'est pas facteur de changement.**

2. les participants décrivent tous, avec des mots différents, une **société en trois parties** : **les plus riches** d'un côté (la finance contre qui l'on a rien fait ; ceux qui et s'en sortiront toujours) **les assistés** de l'autre (ceux qui profitent ; qui n'ont pas vraiment besoin d'aide ; souvent des immigrés) et au milieu **les classes moyennes étranglées**.

Le gouvernement est vu comme travaillant pour les forts et protégeant les assistés, renforçant l'impression de ceux qui s'identifient aux **classes moyennes d'être matraquées** (de taxes, d'impôts), **délaissées** (leurs problème - chômage, valorisation du travail, santé - ne sont pas pris en compte), **incomprises**.

Certaines mesures (**impôts ; refiscalisation des heures supplémentaires**) sont devenus des marqueurs lourds de l'éloignement du gouvernement des classes populaires et moyennes et de son désintérêt pour des **valeurs à leurs yeux structurantes : le travail, l'effort, le mérite, la responsabilité individuelle**.

3. **auprès des sympathisants de gauche** (vote FH aux deux tours), **l'image personnelle du PR est singulièrement dégradée**. Manque d'assurance, de fermeté, « *pas à la hauteur* », « *pas de force de caractère* », « *pas un chef* »³, « *on ne le comprend pas* », « *pas d'aura* ». On le soupçonne d'être déconnecté (« *il ne connaît pas le prix d'une baguette* »), désintéressé, dépassé (recul à la moindre protestation, ne maîtrise pas ses ministres).

Chez ces sympathisants, **la déception se traduit moins par le rejet que par la déconsidération**. Cette partie de l'opinion s'est effectivement « *caramélisée* ». Elle ne trouve **toutefois aucune alternative à gauche** (ni les Verts, ni le Front de gauche ne semblent incarner la relève), ce qui pourrait la pousser vers le vote blanc ou l'abstention.

¹ 85% des Français estiment que la situation actuelle du pays est mauvaise ; 78% des sympathisants de gauche (baromètre IPSOS/SIG)

² ce que confirment le baromètre IPSOS/SIG : le pouvoir d'achat arrive loin derrière le chômage, la fiscalité, les inégalités sociales et les injustices dans les préoccupations principales des Français.

³ l'épisode du scooter est spontanément relevé, comme un symbole d'irresponsabilité ou de légèreté face aux obligations de sa charge.

4. de l'action des deux ans, on ne retient spontanément rien. Aucune intervention marquante n'est mémorisée. Pour les sympathisants de gauche, le gouvernement est inexistant, invisible, il a peur de la société, cède aux extrémistes, ne porte aucun projet d'avenir. Pour l'opinion plus générale il est insécurisant voire nuisible⁴.

Après relance, émerge un bilan en trois points :

- i. **une mesure : le mariage pour tous**. C'est bien de l'avoir fait mais ce n'était pas la priorité ; et le gouvernement a trop laissé traîner, laissant des mouvements inquiétants se mobiliser et s'organiser.
- ii. **deux promesses non tenues : la lutte contre la finance** (abandonnée) **et l'inversion de la courbe du chômage** (revisitée comme une promesse de campagne) dont l'échec cristallise particulièrement les reproches d'inefficacité.
- iii. **un accident : Léonarda**, à l'appui de l'idée que le PR n'est pas là où on l'attend et n'incarne pas la fonction.

La conférence de presse du 14 janvier a été un signal faible (la moitié des participants en ont entendu parler), dont l'annonce de la séparation a été le seul point retenu (réécriture de la séquence).

5. le Pacte de responsabilité est toutefois **dans l'ensemble identifié** (sans lien avec la conférence de presse) ainsi que ses grandes lignes (moins de charges contre plus d'emploi), même si il n'est **jamais spontanément cité**⁵. En relançant les participants, il en ressort :

- i. **un intérêt de principe : tout ce qui peut être fait pour l'emploi** est bon à prendre⁶ ; la **logique du donnant-donnant** est la bonne (le terme de « *responsabilité* » est très bien compris et apprécié).
- ii. **mais des doutes sérieux sur la façon dont il s'est engagé** : il rate sa cible en **ne semblant destiné qu'au Medef** (les « gros patrons » en qui l'on a aucune confiance) **et laisser de côté les PME** (qui créent véritablement l'emploi et que l'on préférerait aider).
- iii. **et un fort problème de confiance sous-jacent**. Les patrons vont empocher ces cadeaux et trouver des excuses pour ne rien faire, comme ils l'ont déjà fait pour la baisse de la **TVA sur la restauration** (exemple qui revient spontanément dans tous les groupes). Pour les plus politisés, le fait de « *pactiser* » avec les grands patrons pose problème : ce n'est pas une mesure de gauche.

Dans l'ensemble, **même pour les participants les plus structurés politiquement** (en particulier les plus âgés, qui ont une vision claire de ce que devrait être le « *socialisme* », et pour qui souvent la « *social-démocratie* »⁷ n'est qu'une manière de faire comprendre, sans l'assumer totalement, que l'on n'est pas vraiment de gauche), **cette orientation n'est pas perçue comme une inflexion de la ligne politique du PR**. C'est, au mieux, une confirmation.

⁴ 61% des Français ont le sentiment que la politique gouvernementale « détériore » leur situation personnelle.

⁵ la confusion dans la hiérarchie de l'information le noie dans le tourbillon médiatique entre les polémiques sur la théorie du genre et les mésententes entre membres du gouvernement.

⁶ le pourcentage de Français favorisant la baisse des charges des entreprises par rapport au pouvoir d'achat des ménages progresse, à 59% contre 40 (à gauche, le pouvoir d'achat reste préféré mais de peu : 52 contre 48%).

⁷ si la « *social-démocratie* » est comprise par les participants les plus politisés (avec des références quasi-systématiques au modèle allemand), la « *politique de l'offre* », en revanche, ne parle à personne.

Deux ordres de jugements se dégagent :

- **en positif** : c'est une **ouverture, il essaie**, cherche, on ne peut pas lui reprocher. La **gravité de la crise peut justifier de tels gestes** même s'ils s'éloignent de la ligne politique traditionnelle de la gauche.

Les plus positifs y voient une manifestation qu'il devient **plus ferme, qu'il s'affirme**.

Encore demande-t-on pour confirmer cette relative bienveillance que **les résultats soient au rendez-vous, ce dont l'on doute** : on craint que le gouvernement n'ait pas les moyens de rendre cette ouverture efficace.

- **en négatif** : le PR se rapproche de la droite, au **risque de faire la même politique que celle qu'aurait faite Sarkozy** (qui reste un repoussoir absolu pour ces électeurs).

Ce reproche résonne avec un malaise plus général des sympathisants de gauche **cherchant des marqueurs distinguant la politique menée d'une politique « de droite »**⁸ (demande en particulier des **signaux plus forts sur les inégalités, la justice sociale, la reconnaissance du travail, ...**).

6. l'annonce de 50 milliards d'économie n'a pour sa part pas été perçue.

- elle ne soulève **pas de réticence « idéologique » a priori** (pas de lien direct avec « l'austérité »), même si cette volonté est vue comme **peu concrète et peu réaliste**. L'utilité apparaît lorsque le lien est fait avec la **possibilité de diminuer les impôts**, ce dont on doute.
- mais un **gage de crédibilité est immédiatement demandé : que les politiques montrent l'exemple** (« maintenant que nous avons fait notre part des efforts »).

Sont ciblées particulièrement les **mesures symboliques : train de vie, retraites des députés, rémunérations de la haute administration, nombre de ministres, diminution des agences et missions** ; auxquelles se mêlent plus généralement une demande **d'exemplarité du comportement** (en particulier le non-cumul des mandats).

- comme **sources d'économies possibles** viennent assez vite **la fraude** (fortement, y compris chez les plus à gauche des participants), **l'assistanat** (sous l'angle des participants de gauche du gaspillage : il n'est pas ciblé vers ceux qui en auraient besoin, i.e. les méritants), le **nombre de fonctionnaires**, les **niches fiscales** (sans précision - probablement assimilées au sentiment d'injustice) ; et dans une moindre mesure les **doublons de collectivités locales** et la **simplification administrative**.
- enfin au fil de la discussion, les sympathisants de gauche prenant conscience de l'ampleur des coupes nécessaires expriment des **craintes sur l'avenir des services publics** auxquels ils restent fondamentalement attachés./. (CM/AA)

⁸ 73% des sympathisants de gauche souhaitent qu'elle soit « plus à gauche », 50% considèrent qu'elle n'est pas « de gauche »

1. au rang des préoccupations principales des Français pour le pays, on constate une **légère baisse de la crainte du chômage et de la préoccupation fiscale** (-2 et -3 points), même si ces deux sujets occupent toujours les deux premières places du classement.

En revanche, les **inégalités sociales et les injustices remontent significativement** : à 24%, elles se situent un point devant la question du pouvoir d'achat, et 5 points derrière la préoccupation fiscale, atteignant même 34% chez les sympathisants de gauche (+5,5 points).

2. **le jugement positif sur l'action gouvernementale pour améliorer la compétitivité économique de la France gagne 3 points** (5 points au sein des sympathisants de gauche) même s'il reste à un niveau bas (28 %, 41,5 % à gauche).

Mais ce résultat est contrebalancé par une **dégradation du jugement sur l'action gouvernementale en faveur de l'activité économique des entreprises** : 31,7% la jugent positivement, soit 4,5 points de moins que le mois précédent. Sur ce sujet, l'électorat de gauche est divisé à 50/50.

27% jugent positivement notre **action en faveur de l'emploi**, soit **1 point de moins** qu'il y a un mois.

3. sur le plan de la **réduction des dépenses de l'Etat**, malgré les initiatives présidentielles, on ne constate **pas d'amélioration du jugement** porté sur l'action gouvernementale : 24% des français seulement ont un jugement positif, dont 39% des sympathisants de gauche.

4. **le jugement sur l'action menée par le gouvernement pour améliorer le système éducatif se dégrade fortement** de plus de 6 points à 30% de jugements positifs (42% pour les sympathisants de gauche, en chute de 8 points).

5. dans un autre domaine symbolique pour la gauche, la **réduction des inégalités sociales et des injustices, les jugements positifs restent peu nombreux** : à 26%, il se dégrade de 1,6 point par rapport au mois dernier (37% de jugements positifs à gauche).

6. enfin, en matière de **réforme de la fiscalité, seuls 20% des français jugent positivement** l'action du gouvernement, dont 14% des catégories populaires, et 25% des sympathisants de gauche (par ailleurs très attachés à la thématique).

7. **les traits d'image du Premier ministre s'améliorent légèrement** : il est vu comme courageux à 47%, déterminé à tenir les engagements du président à 57%, « homme de convictions » à 52%. Mais il reste trop effacé (55%), même si 40% estiment qu'il intervient suffisamment dans les médias (progression de 7 points par rapport à février).

32% jugent qu'il explique bien sa politique, soit 4 points de plus qu'il y a un mois.